

Christophe Charle

## Le monde britannique, une société impériale (1815-1919) ?

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Christophe Charle, « Le monde britannique, une société impériale (1815-1919) ? », *Cultures & Conflits* [En ligne], 77 | Printemps 2010, mis en ligne le 13 septembre 2011, consulté le 05 janvier 2014. URL : <http://conflits.revues.org/17849>

Éditeur : Centre d'études sur les conflits

<http://conflits.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://conflits.revues.org/17849>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Creative Commons License

# Le monde britannique, une société impériale (1815-1919) ?

**Christophe CHARLE**

*Christophe Charle, né en 1951, ancien élève de l'École normale supérieure (Ulm), agrégé d'histoire, docteur en 3<sup>e</sup> cycle et docteur ès lettres. Chargé puis directeur de recherche au CNRS (1978-1991), professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne depuis 1993 ; Directeur de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (CNRS/ENS), Membre sénior de l'Institut universitaire de France a publié en dernier lieu, Théâtres en capitales, naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne (2008) et prépare un livre intitulé Discordance des temps, une brève histoire de la modernité.*

Depuis une quinzaine d'années, l'historiographie et la science politique aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne sont traversées par des discussions intenses autour des notions d'Empire, de colonialisme et d'impérialisme alors que ces thèmes avaient en partie disparu de la bibliographie après la guerre du Vietnam. Dans le même temps, l'histoire coloniale et les études post-coloniales ont débattu des réalités et des limites de ces notions, qu'elles soient abordées du côté des sociétés colonisées ou à partir des sociétés colonisatrices. Les différents courants historiographiques s'affrontent en particulier sur la question de savoir quelle était la véritable relation entre l'intérieur et l'extérieur de l'Empire, qu'il s'agisse des puissances coloniales et des espaces coloniaux ou semi-coloniaux. La division du travail académique dans les pays concernés a eu pour effet notamment d'isoler une branche « histoire coloniale », largement séparée de l'historiographie de la métropole – la rencontre entre histoires nationale et coloniale ne s'opérant qu'au moment des crises ou des guerres : période de conquête ou de mise sous influence, période de révolte ou de décolonisation. Une des controverses les plus importantes a concerné le monde britannique où s'opposent grosso modo « intentionnalistes » et non intentionnalistes, tenants de la réalité d'un impérialisme culturel et global dans la lignée d'Edward Saïd <sup>1</sup>, et sceptiques doutant de l'existence d'un véritable

---

1. Saïd E., *Culture et impérialisme*, traduction française, Paris, Fayard, 2000. Pour une mise au point critique de tous ces thèmes voir l'ouvrage récent de Frederick Cooper, *Le colonialisme en question*, traduction française, Paris, Payot, 2010.

« projet impérial » au-delà de quelques élites ou groupes de pression<sup>2</sup>. Nombre des controverses proviennent de la labilité des notions d'Empire, de colonie, de société coloniale, d'impérialisme, mais surtout de la tendance de chaque branche de l'historiographie à séparer ce qui ne l'est pas dans la réalité, à essentialiser comme concepts « durs » des configurations qui varient à travers le temps et l'espace social et géographique, à confondre les intentions affichées des acteurs et les effets involontaires de leurs actions ou décisions, à négliger aussi les interactions avec les autres mondes coloniaux et impériaux, à privilégier les sources les plus accessibles et centrales ou encore à limiter le questionnaire à tel ou tel aspect de la relation de domination interne et externe.

C'est pour tâcher de sortir de quelques-unes de ces apories que j'ai proposé une nouvelle notion, celle de « société impériale », en 2001 dans *La crise des sociétés impériales* afin d'étayer une nouvelle interprétation d'ensemble de l'histoire européenne de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Après avoir rappelé les composantes de cette notion, j'illustrerai ici ses potentialités heuristiques par une étude de l'évolution du monde britannique au XIX<sup>e</sup> siècle. Je m'efforcerai de montrer ainsi comment elle permet de réinterpréter l'histoire classique de cet Empire qui a servi de modèle à d'autres Empires plus récents. Contre l'historiographie ou la sociologie politique existantes, cela permettra de souligner que bien des débats ont pour origine cette séparation artificielle entre l'interne et l'externe, à la fois l'interne et l'externe de la société britannique, mais aussi l'interne et l'externe des sociétés impériales concurrentes de la société britannique. Par monde britannique, j'entendrai ici l'ensemble des zones liées à la Grande-Bretagne et à sa culture ou à son économie, mais aussi le monde dans son ensemble en tant qu'il est influencé, plus ou moins directement, par les impulsions issues de cette puissance dominante pendant la période et, en sens inverse, comment les réactions de ce monde « extérieur » obligent cette société impériale en devenir à adapter constamment les modalités de sa domination interne et externe. Les termes usuels d'Empire, d'impé-

- 
2. Les thèses des deux courants sont évoquées dans l'article de Bernard Porter, « L'Empire dans l'histoire britannique », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, n°37, 2008/2, pp. 127-143. Voir aussi Darwin J., *The Empire Project. The Rise and Fall of the British World-System 1830-1970*, Cambridge, Cambridge U.P., 2009 ; Claude Markovits, « Culture métropolitaine, culture impériale : le débat britannique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 57-1, janvier-mars 2010, pp. 191-203 (lecture critique des livres suivants : Porter B., *The Absent-Minded Imperialists*, Oxford, Oxford U.P., 2004 et Hall C., Rose S. O. (eds), *At Home with the Empire. Metropolitan Culture and the Imperial World*, Cambridge, Cambridge U.P., 2006). L'analyse d'une « culture impériale » a été développée dans les publications de John McKenzie : *Propaganda and Empire: the Manipulation of British Public Opinion 1880-1960*, Manchester, Manchester U.P. 1984, et de ses élèves : McKenzie J. (ed.), *Imperialism and Popular Culture*, Manchester, Manchester U.P., 1986 ; pour l'Empire dans son ensemble, voir l'excellente synthèse éditée par Andrew Porter (ed.), *Oxford History of the British Empire, XIX<sup>th</sup> Century*, vol. 3, Oxford, Oxford U.P., 1999, et, Brown J. M., Louis W. M., *XX<sup>th</sup> Century*, vol. 4, 1999.
  3. Charle C., *La crise des sociétés impériales, essai d'histoire sociale comparée de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne (1900-1940)*, Paris, Le Seuil, 2001, n. éd., 2008.

rialisme, de modèle politique ou de système économique libéral, paraissent convenir pour désigner certains aspects ou certaines périodes plus particulières, mais sont trop larges ou trop étroits pour rendre compte d'une spécificité du monde britannique : son hétérogénéité, son rythme inégal d'évolution, ses différences internes marquées, ses forces à la fois centrifuges et centripètes permanentes et inégalement fortes.

C'est précisément à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle que l'on peut situer l'émergence d'un nouveau type de société, que je dénomme « impériale », principalement en Europe, avec le Royaume-Uni, la France et l'Empire allemand, mais aussi bientôt dans d'autres parties du monde avec les Etats-Unis, le Japon, etc. Nouvelles sociétés, parce qu'elles sont pleinement des Etats-nations selon le modèle qui s'est précisé un peu partout en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, puis plus tard dans le reste du monde, mais sociétés impériales, et en cela distinctes des autres Etats-nations ordinaires, ou des vieux Empires largement marqués par l'ancien régime comme l'Autriche-Hongrie, la Russie ou l'Empire ottoman, parce qu'elles exercent une double domination territoriale et culturelle sur de larges populations et superficies, bien au-delà de leurs frontières nationales ou métropolitaines officielles.

Cette définition ne réduit pas, comme le font la plupart des travaux d'histoire coloniale, cette dimension impériale à l'aspect colonial. On privilégie toujours celui-ci (en particulier dans le cas britannique où il est particulièrement visible) alors que précisément ces Etats-nations exercent aussi leur domination sur d'autres parties du monde sans lien colonial officiel ou direct. C'est ce que certains historiens anglais appellent l'Empire informel, où se situent l'Amérique latine et certaines zones non officiellement colonisées, comme la Chine, avec le système des concessions (Hong-Kong, Shanghai, etc.). Inversement, certaines parties « internes » officiellement rattachées à l'Etat-nation manifestent des tendances dissidentes plus ou moins marquées quand des minorités linguistiques, nationales ou religieuses ont été intégrées contre leur gré. Dans le cas anglais, ce problème est particulièrement illustré par la question irlandaise qui empoisonne la vie politique nationale tout au long du XIX<sup>e</sup> et encore du XX<sup>e</sup> siècle. Bien que rattachée à la Couronne depuis 1801 et officiellement représentée au Parlement britannique, cette île voit sa population de souche soumise à une colonisation extérieure, à une occupation militaire et à une absence d'autonomie interne si on la compare au régime beaucoup plus libéral dont jouiront plus tôt certains *Dominions* éloignés, ce qui suscite des révoltes récurrentes (1798, 1867, 1916), une très forte émigration pour échapper à la misère ou à la sujétion anglaise, ou des mobilisations politiques à répétition pour remettre en cause l'acte d'Union.

Pour qu'on puisse définir un Etat-nation comme « société impériale », il ne faut pas seulement que ces conditions soient remplies, il faut en outre que les élites, ou l'Etat, ou les institutions contribuent, par un discours justifica-

teur et largement diffusé, à entretenir l'adhésion de la majorité à cet ensemble hétérogène et le prépare – c'est la contradiction de toute domination impériale –, à faire face à des conflits ou des défis extérieurs venus soit d'autres sociétés impériales, tout aussi imbues de leur supériorité, soit de groupes ou de fractions des territoires dominés qui refusent le système en place et qu'il faut tâcher de désarmer politiquement ou symboliquement par des mécanismes intégrateurs autres que la seule violence d'Etat.

Dans le cas britannique, cette tension est en permanence à l'œuvre du fait même de l'immensité et de l'hétérogénéité croissante de l'Empire ou des zones influencées, mais aussi des particularités de l'Etat britannique. Il s'est d'abord construit aux XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles contre les modèles européens d'Etat absolutiste (le Parlement se renforce constamment au détriment de la Couronne), et contre l'uniformisation centralisatrice française (pas de véritable unification juridique). Il est affaibli en outre par la présence en son sein de multiples confessions religieuses en concurrence qui contestent la prééminence de l'Eglise anglicane officielle et obtiennent, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, une liberté croissante en particulier dans l'Empire et dans les périphéries non anglaises.

Ces conflits religieux profonds (à l'origine de l'affaiblissement du pouvoir royal lors des révolutions du XVII<sup>e</sup> siècle) impliquent deux conséquences pour la construction d'une légitimation de la société impériale. D'une part, le système éducatif demeure un enjeu politique et religieux disputé et ne parvient qu'assez tard à socialiser l'ensemble de la population. D'autre part, la religion est à l'origine de conflits politiques majeurs (problème catholique irlandais) et coloniaux (rôle des missionnaires en Afrique, en Océanie, incapacité à christianiser l'Inde, impossibilité d'instituer une Eglise officielle dans les territoires de peuplement où dominent souvent les nationalités et les religions dominées).

L'idéal impérial doit donc s'appuyer sur d'autres éléments plus consensuels comme l'exaltation de la liberté, invention anglaise immémoriale selon l'historiographie officielle construite à partir du XVII<sup>e</sup> siècle (mais qui peut entrer en contradiction avec un projet impérial), la prospérité qu'apporte l'appartenance à un vaste espace mondial d'échanges sans frontières, la fierté d'être membre d'une communauté humaine en expansion par la migration massive et une croissance démographique rapide tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, et l'orgueil, enfin, d'être lié à l'histoire d'un peuple et d'un Etat qui, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, ne connaissent ni défaite majeure, ni rupture de régime comme ses voisins français, allemand, espagnol ou italien. Cette réussite interne et externe induit l'idée que le peuple britannique tient cette supériorité de ses qualités intimes de caractère, de courage et de *self-control* selon les stéréotypes que les Anglais s'attribuent et qu'une bonne partie de l'imaginaire des autres peuples leur attribue, voire, comme on le dira sous l'influence du darwinisme social à la fin du siècle, parce qu'il existerait une « race » anglo-saxonne prédestinée.

Il s'en faut pourtant que l'adéquation à cet idéal-type soit constante, sans difficultés, ni hésitations de la part des différents groupes ou composantes qui constituent le monde britannique. Outre les éléments de crise ou de tension déjà cités, il faut aussi évoquer les débats politiques qui traversent les divers partis quant à la vocation impériale ou impérialiste de la Grande-Bretagne, la difficulté à trouver des solutions à la multiplicité des problèmes en s'appuyant sur un Etat beaucoup moins bien armé, y compris militairement, que les puissances continentales, la contradiction entre l'idée même d'un projet impérial volontariste, exprimée par certains, et le libéralisme fondateur de la philosophie politique britannique qui rejette *a priori* une telle visée.

Nous suivrons un plan chronologique pour analyser comment émerge cette société impériale dans toute sa plénitude, et pourquoi, malgré les contradictions et les obstacles déjà évoqués, elle finit par s'imposer. Mais nous examinerons aussi ses limites permanentes qui apparaissent au moment même où cette société semble à son apogée à la fin du premier conflit mondial où, une fois de plus, elle a imposé sa volonté au monde.

### Une société impériale incertaine (1815-1857)

#### *Le prestige du vainqueur de Napoléon*

Une société impériale naît en général au terme d'une lutte avec un adversaire menaçant. Dans le cas du monde britannique, les luttes séculaires qui l'ont opposé à la France ou à d'autres puissances européennes ont commencé dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle contre Louis XIV, et se sont poursuivies sous Louis XV et Louis XVI (guerre d'indépendance américaine). Elles ont aussitôt repris avec les *French wars* où l'Angleterre a fait partie de toutes les coalitions antifrançaises de 1792 à 1815, et où, à la différence des autres Etats européens, elle n'a jamais connu de défaite mais a, au contraire, encore étendu son Empire. Les nouvelles possessions dispersées qu'elle retire des traités semblent à l'opposé des Empires continentaux que Napoléon ou d'autres souverains ont voulu constituer. Mais elles présentent l'intérêt de fournir des points d'escale supplémentaires vers les deux principaux fleurons de l'Empire colonial hérité des siècles passés : les *West Indies* dans les Caraïbes et les possessions britanniques des Indes.

#### *L'arbitre de l'Europe*

Le deuxième pilier de puissance de cette société impériale en gestation est sa fonction d'arbitre en raison à la fois de cette victoire sans contrepartie et de cette extériorité insulaire dont l'échec du blocus continental de Napoléon est la manifestation la plus visible. La thématique de la « *balance of power* » est un des principes directeurs anciens de la diplomatie britannique. Elle s'applique pour déterminer l'attitude à adopter face aux autres puissances. La règle

est de toujours renforcer le camp qui risque de succomber, pour éviter la domination d'une seule puissance continentale qui risquerait de s'attaquer au Royaume-Uni. Au moment de la paix, il convient donc de ne pas écraser non plus le vaincu pour éviter qu'il reprenne la lutte pour une revanche, d'où la relative modération des conditions faites à la France en 1814 avant que l'épisode des Cent jours n'oblige à durcir le traitement infligé aux vaincus pour désespérer les Français qui n'acceptent pas une monarchie restaurée par les ennemis de la « grande nation ».

Fort sur mer, ce premier Empire britannique reste toutefois fragile sur terre et dépend donc des troupes des autres. Le Royaume-Uni a dû investir d'énormes sommes pour financer les puissances alliées terrestres et développer sa flotte pour résister au Blocus continental. Pendant de longues années, les Britanniques vont payer le prix fort de cette victoire finale : droits de douane et taxes sur les denrées de consommation ne seront allégés qu'assez tard, ce qui suscitera de multiples tensions sociales et politiques dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'*income tax* instaurée pendant les guerres contre la France, supprimée dès 1816, doit être rétablie à un niveau plus faible en 1842 pour faire face au déficit budgétaire croissant et compenser la baisse des taxes à l'importation.

### *Le modèle politique et culturel et son rayonnement*

Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les mouvements libéraux de la plupart des pays d'Europe voient dans le parlementarisme britannique un modèle à imiter. En revanche, les autres pays sont divisés quant aux principes du libéralisme économique et du libre-échange diffusés par l'économie politique anglaise. Les persécutés des régimes autoritaires européens accueillis en Angleterre n'en reviennent toutefois pas forcément convaincus de la supériorité de tous les aspects de la société anglaise, en particulier des effets sociaux de sa transformation industrielle <sup>4</sup>.

Le changement positif d'image extérieure de cette société ne se produit finalement que lors de la première Exposition universelle tenue à Crystal Palace en 1851. Ce rassemblement inédit des nations les plus riches du globe attire de nombreux étrangers à Londres et leur démontre l'avance économique anglaise, alors que l'Europe se remet à peine de la très grave crise économique, politique et sociale qui a marqué les années 1848 à 1850. Cette exposition réussie contribue encore à populariser ces images d'un pays qui passe pour l'avenir probable des autres.

---

4 . Voir les nombreux témoignages des voyageurs en Angleterre commodément rassemblés dans Gury J. (dir.), *Le voyage Outre-Manche, anthologie de voyageurs français de Voltaire à Mac Orlan du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont, 1999, et en particulier les *Promenades dans Londres* de Flora Tristan.

Contrairement à un schéma traditionnel, l'historiographie économique récente tend à souligner toutefois que cette « grande transformation » selon l'expression connue de Karl Polanyi ne tient pas seulement aux seuls atouts intérieurs (recours au charbon, machinisme) et à l'option libérale des Britanniques, mais d'abord à un Empire économique externe en partie invisible. Pour Kenneth Pomeranz, l'avance industrielle britannique (ou plutôt ici anglaise) a certes partie liée, comme on l'explique toujours dans les récits classiques de la révolution industrielle, à des progrès techniques, à des ressources en charbon privilégiées, à un surplus de main-d'œuvre sans terre lié à la concentration foncière spécifique au régime de propriété anglais et à l'unification ancienne du marché intérieur. Mais la croissance économique n'aurait pu s'accélérer dans la deuxième partie du XVIII<sup>e</sup> siècle et la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, pour aboutir à la prééminence britannique pendant une grande partie du siècle, sans les atouts apportés par la position impériale précoce du Royaume-Uni. On a beaucoup débattu sur les profits apportés par les anciennes colonies et leur contribution à l'accumulation du capital nécessaire pour l'industrialisation, schéma marxiste bien connu, contesté cependant par des historiens plus récents. Pour Kenneth Pomeranz, il faut concevoir aussi et surtout les liens entre Empire et industrialisation en fonction d'une vue écologique et systémique et non purement en termes de profits directs issus de l'économie d'outre-mer et accaparés par des minorités affairistes, qui ne sont pas d'ailleurs forcément à l'origine de l'industrialisation.

L'ancienne économie artisanale anglaise et de l'Europe du Nord-Ouest reposait essentiellement sur l'énergie hydraulique, le bois, le surplus céréalier et l'exploitation des fibres textiles produites sur place : lin, chanvre ou laine. Parce que les rendements agricoles sont faiblement croissants, se déclenchent des crises récurrentes quand la population rurale augmente au-delà d'un certain niveau optimal. Pour dépasser cette frontière, ce que l'Angleterre a réussi la première, il a donc fallu mobiliser des facteurs nouveaux qui ont enfin brisé ce cercle malthusien des économies d'ancien type. L'industrialisation anglaise profite, elle, des ressources extérieures procurées par l'économie des plantations coloniales (sucre des *West Indies*, bois de l'Amérique du Nord pour les bateaux, main-d'œuvre sous-payée ou non payée des esclaves des plantations de coton américaines, plus tard des travailleurs sous contrainte en Inde ou en Egypte) soumises à un échange inégal avec la métropole.

La métropole britannique leur expédie ses produits plus élaborés contre des matières premières sous-payées grâce à ces conditions exceptionnelles de domination de la main d'œuvre servile. Pour Kenneth Pomeranz, cette économie extérieure complémentaire doit être considérée comme l'équivalent de terres gratuites ajoutées au territoire métropolitain propre, mais qui ont l'avantage sur lui d'être libérées des contraintes pesant sur les autres territoires



européens : main-d'œuvre assujettie et sans droit (esclaves ou émigrants sous contrat de travail exclusif) qui ne choisit pas l'orientation de sa production finale, à la différence de la plupart des exploitants ruraux d'Europe occidentale ou de Nouvelle Angleterre, surfaces spécialisées pour l'exportation comblant les besoins alimentaires ou industriels de l'économie dominante. En particulier, Kenneth Pomeranz a calculé que l'apport calorique du sucre (produit dans les Caraïbes) améliore notablement le régime alimentaire pauvre des ouvriers britanniques, principalement à base de grain. Il économiserait, en 1811, l'équivalent de 400 000 ha de terres agricoles et, en 1831, de 600 000 ha du fait de la hausse de cette consommation dans les classes populaires <sup>5</sup>. Après 1846 (date de la suppression des droits sur les blés importés), l'apport croissant du blé extérieur permet en outre une baisse du prix de la nourriture de base. Sur une base 100 pour les années 1821-25, l'indice des prix pour les biens domestiques est ainsi descendu à 77,4 en 1850, mais à 63,3 pour les biens importés, d'où un avantage commercial croissant pour le calcul des coûts de revient des produits fabriqués par cette main-d'œuvre <sup>6</sup>.

Mais ce transfert de l'apport alimentaire sur le monde extérieur n'est possible que grâce à la domination maritime et à la capacité d'exportation industrielle de textiles bon marché. Elles-mêmes dépendent non seulement des inventions techniques pour traiter le coton et la laine à coût diminué (machine à filer, à tisser, à carder, transports rapides) mais aussi de l'importation facile et croissante des matières premières issues de l'Empire formel ou informel. Ainsi, le bois importé (d'Amérique du Nord) épargne largement les ressources forestières limitées des îles britanniques. De même le coton importé (du sud des Etats-Unis, puis d'Inde et d'Égypte) permet de réduire en Grande-Bretagne la place de l'élevage du mouton pour la laine et la culture des autres fibres textiles, dévoreuses de terres agricoles, qui dominaient l'économie anglaise depuis le Moyen Âge. Avec l'essor du textile industriel, l'importation de coton du Nouveau Monde passe de 100 millions de livres en 1815 à 263 millions de livres en 1830. S'il avait fallu produire l'équivalent en laine sur place, cela aurait nécessité, d'après les calculs de Pomeranz, 9 millions d'acres (soit 45 000 km<sup>2</sup> de terres) en 1815 et 23 millions d'acres en 1830, soit 110 000 km<sup>2</sup>, en d'autres termes, l'équivalent d'un tiers de la superficie des îles britanniques <sup>7</sup>.

Le développement de la machine à vapeur alimentée au charbon, très abondant en Angleterre et accessible partout grâce au cabotage ou aux canaux,

- 
5. Pomeranz K., *The Great Divergence, Europe, China and the Making of Modern World*, Princeton, Princeton, U.P., 2000, annexe D, p. 314 ; traduction française : *Une grande divergence*, Paris, Albin Michel, 2010, et *La force de l'Empire*, Maisons-Alfort, Ere, 2009.
  6. Indice des prix des marchandises (1790-1850) fondé sur l'indice mensuel de Gayer, Rostow et Schwartz ; voir Mitchell B. R., Deane P., *Abstract of British Historical Statistics*, Cambridge, Cambridge U.P., 1962, p. 470.
  7. Pomeranz K., *The Great Divergence, Europe, China and the Making of Modern World*, op. cit., appendice D, p. 315.

avant même la construction du réseau ferré, ajoute un atout supplémentaire à la productivité globale de ce nouveau système industriel anglais : elle réduit de plus en plus la consommation de bois pour l'industrie ou les usages domestiques. Le bois peut être ainsi consacré à la construction de navires, essentielle pour la thalassocratie britannique. Le recours au charbon de terre réduit aussi les surfaces nécessaires aux forêts, au profit d'autres usages agricoles. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'apport des forêts américaines représentait ainsi l'équivalent de la production d'un million d'acres (soit 446 000 ha) par an <sup>8</sup>.

Ce rôle croissant des territoires extérieurs, qu'ils soient coloniaux ou non, détermine pour le pouvoir britannique une dépendance à la surveillance et au contrôle des mers par où transitent ces produits acheminés, pour l'essentiel, par la marine commerciale britannique. Les revenus invisibles tirés du commerce et du transport ou des investissements extérieurs jouent eux aussi un rôle de plus en plus essentiel dans l'équilibre de la balance des paiements. La balance commerciale, en revanche, est constamment déficitaire puisque la croissance des besoins en matières premières et en produits tropicaux demandés par l'industrialisation, et la hausse de la consommation intérieure, sont encouragées par la baisse progressive des taxes avec l'orientation libre-échangiste tandis que la balance des paiements, grâce aux invisibles et aux revenus des investissements outre-mer, n'est déficitaire qu'en 1842 et en 1847 <sup>9</sup>.

L'industrie exportatrice britannique se heurte en effet pendant cette première période à un double obstacle. D'un côté, les principaux pays européens, moins compétitifs puisque moins avancés dans l'industrialisation et privés des atouts impériaux anglais, se protègent tandis que les pays clients de l'Angleterre en position dominée (colonies, colonies de peuplement, Amérique du Sud, Inde) sont peuplés de groupes consommateurs réduits du fait d'une structure sociale très inégalitaire qui sépare une petite oligarchie, avide du luxe venu d'Europe, et une masse rurale misérable, exclue de l'économie monétaire, en position de servitude et de misère permanente.

Le combat des radicaux et des libéraux pour le libre-échange contre les intérêts égoïstes de l'oligarchie foncière britannique débouche donc logiquement, après la victoire de 1846, sur une volonté d'étendre ce nouveau système commercial aux pays qui le refusaient jusqu'ici, son expansion étant cruciale pour la poursuite de la croissance industrielle anglaise. C'est pourquoi John Gallagher et Ronald Robinson, dans un article célèbre, ont pu parler d'un « impérialisme du libre-échange » <sup>10</sup>. Cependant, le combat sera long et difficile et durera jusqu'aux années 1860 (traité franco-anglais de 1860, suivi d'au-

8. *Ibid.*, p. 314.

9. Mitchell B. R., Deane P., *Abstract of British Historical Statistics*, Cambridge, Cambridge U.P., 1962, p. 333.

10. Cf. Gallagher J., Robinson R., « The Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, second series, vol. VI, n°1, 1953, pp. 1-15.

tres traités avec d'autres pays d'Europe). Les autres pays ont bien compris, au-delà de la rhétorique pacifiste du « doux commerce » empêchant les guerres, que l'avance anglaise (liée aux avantages comparatifs des Empires formel et informel) se traduirait par une difficulté pour eux à s'industrialiser et à conserver leur indépendance. Cependant, si cette tension initiale a pu être surmontée, c'est aussi parce que cette société impériale émergente présente un certain nombre de faiblesses ou de lacunes qui dévoilent certaines contradictions ou incertitudes de l'équilibre social.

### *Le poids des guerres passées*

Dans la période précédente, le gouvernement britannique avait dû mobiliser très largement la population masculine, via la milice ou des corps de volontaires, pour faire face aux menaces d'invasion française. Paradoxalement, il appliquait ainsi les principes révolutionnaires français de l'armée nationale alors qu'il se battait en principe contre les idées françaises et leur mise en œuvre lors de la proclamation de la « patrie en danger » en 1792. Comme en France, l'élan patriotique avait pourtant été réel mais inégal, comme l'a montré en détail Linda Colley dans *Britons : Forging the Nation*<sup>11</sup>. Il a ouvert la voie à une nouvelle conception de la nation qui n'est plus identifiée aux possédants et aux classes supérieures mais à tous ceux prêts à la défendre contre l'invasion. Comme l'écrit L. Colley :

« [...] pour battre les Français, les Britanniques avaient été obligés d'imiter les Français et cela représentait un défi potentiellement corrosif à l'ordre ancien.<sup>12</sup> »

A l'issue des guerres, toutefois, l'Angleterre, malgré ses gains territoriaux et son avance économique, se retrouve plongée dans une situation financière et économique délicate. Aussi doit-elle réduire sérieusement sa force armée et son budget militaire. Les effectifs de l'armée sont brutalement réduits de 233 952 hommes en 1815 à 114 513 en 1820, et 99 718 en 1825<sup>13</sup>. Le budget militaire doit être également fortement raboté de 72,4 millions de £ à 15,2 millions de £ entre 1815 et 1825<sup>14</sup>. Cette réduction est autant justifiée par l'amélioration du climat international que par l'obligation d'abaisser le taux d'endettement trop élevé et de stabiliser le montant des intérêts de la dette héritée.

11. Colley L., *Britons, Forging the Nation 1707-1837*, New Haven, Yale U.P., 1992, pp. 291-318.

12. « *To beat the French, The British had been required to imitate the French, and the challenge this presented to the old order was potentially corrosive.* », *Ibid.*, p. 318.

13. Spiers E. M., *The Army and Society 1815-1914*, Londres, Longman, 1980, p. 36, tableau 2.1.

14. Hilton H., *A Mad, Bad and Dangerous People?, England 1783-1846*, Oxford, Clarendon Press, 2006, p. 558 (tableau 8.14). Respectivement 49,6 millions de £ pour l'armée et 22,8 M de £ pour la marine en 1815, et 9 M£ et 6,2 M£ en 1825.

En effet, la dette publique qui s'élevait à 241,6 millions de £ en 1792 a été presque multipliée par quatre pendant la période des *French wars* pour atteindre 844,3 millions de £ en 1819. Malgré un sérieux effort d'économie, la charge de la dette reste très élevée pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, si bien que les intérêts représentent en permanence 29 à 30 millions de £ par an, soit plus de la moitié de la dépense budgétaire : en 1817, 32,9 millions de £ pour 71,3 millions de £ de dépenses totales, en 1839, 29,4 millions de £ sur 51,7 millions de £<sup>15</sup>. Avec un budget si contraint par l'héritage de la lutte contre la puissance impériale française, les marges de manœuvre du Royaume-Uni sont donc faibles et les ambitions impériales comme l'action publique interne doivent forcément être revues à la baisse. L'Etat britannique aux fonctions minimales dépense très peu pour l'éducation et s'en remet aux taxes locales pour de nombreuses dépenses sociales ou de service public, ou même à la charité publique ou privée (les Eglises jouent un rôle majeur dans le domaine éducatif et l'assistance). La lutte pour un gouvernement à bon marché, *leitmotiv* des libéraux et radicaux britanniques, n'est donc pas seulement un élément du combat contre une aristocratie qui accapare les principales charges de l'Etat et profite de la « vieille corruption » du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais aussi et surtout un effet de ce passif hérité de la rivalité avec la France impériale. Chaque Britannique payait par tête nettement plus d'impôts à l'Etat que les Français à la même époque : 48 francs par Britannique en 1842 contre 28 francs par Français en France<sup>16</sup>.

### *La crise de l'ancien Empire*

La crise militaire à la charnière des XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles a reconfiguré sensiblement l'Empire britannique ancien. Le traumatisme de la perte des treize colonies américaines, liée à une politique fiscale maladroite à leur égard, obsède pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle les dirigeants britanniques. Ils craignent de nouveaux mouvements dissidents alors qu'ils ont bien du mal à faire face à leurs dépenses militaires. Il en résulte un grand pragmatisme où il s'agit d'accorder des réformes aux colonies, et notamment aux colonies blanches, avant que celles-ci ne soient touchées par des mouvements de révolte à l'instar des colonies espagnoles d'Amérique dans les années 1820. En 1837-38, la rébellion du Québec et de l'Ontario contre les demandes centrales montre d'ailleurs que ce danger n'est nullement imaginaire. Faute de disposer d'une armée suffisante pour faire face à cette menace, il vaut mieux donc lâcher du lest pour se concilier les colons et retenir les migrants d'origine britannique qui trop souvent partent vers les Etats-Unis où les perspectives d'acquisition foncière ou d'activités artisanales sont meilleures qu'au Canada.

15. Mitchell B. R., Deane P., *Abstract of British Historical Statistics*, *op.cit.*, p. 396.

16. D'après Plessis A., « L'impôt des Français au XIX<sup>e</sup> siècle replacé dans une perspective européenne », in Lévy-Leboyer M., Lescure M., Plessis A. (dir.), *L'impôt en France aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris CHEFF, 2006, p. 13-47, et en particulier p. 24-25.

La seconde crainte est ce que les Américains appelleront lors de la guerre froide, « l'effet domino » : les réformes dans une colonie peuvent susciter des réclamations dans une autre. Comme le futur Canada, la colonie du Cap, la Nouvelle Galles du Sud, la Jamaïque et Ceylan manifestent leur impatience devant les règles fiscales imposées par Londres au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle alors qu'ils perdent leurs avantages commerciaux. L'instauration du libre-échange à partir de 1846 réduit en effet leurs tarifs préférentiels par rapport à ceux d'autres colonies étrangères<sup>17</sup>.

Dernier élément critique : l'immensité de l'Empire entraîne des conflits de voisinage avec de multiples puissances contre lesquelles l'arme anglaise par excellence, la marine, n'est pas forcément efficace. L'Angleterre se trouve parfois entraînée à conquérir de nouveaux territoires avec des troupes insuffisantes pour protéger les anciens ou empêcher d'autres puissances d'y accéder, alors qu'elle n'a pas de véritable stratégie impériale à leur égard. En 1841-42, elle se trouve ainsi conduite à faire une guerre en Afghanistan simplement pour s'opposer à la Russie très influente en Perse et protéger la frontière de l'Inde. Cette expédition se termine d'ailleurs par un désastre et, pour se venger de cet échec et rétablir son prestige, l'Angleterre se croit alors obligée d'annexer le Sind en 1842 et le Pendjab en 1843. Cette logique impériale « malgré soi » implique une nouvelle augmentation des troupes et notamment de celles basées à l'étranger ainsi que l'extension des escadres de la Royal Navy pour faire face à ces engagements multiples. En 1846, les dépenses navales ont ainsi retrouvé le niveau de 8 millions de £ pour entretenir 45 000 hommes, tandis que le budget de l'armée est porté à 10 millions de £ et les effectifs à 100 600 hommes. Cet engagement extérieur accru n'est réalisé qu'en réduisant l'escadre qui protège les îles britanniques<sup>18</sup>.

Toutes ces politiques contradictoires montrent combien les classes dirigeantes sont divisées. Elles n'ont pas encore élaboré une vision unifiée de ce que pourrait être une société impériale dans le nouveau contexte libéral et restent partagées entre les anciens modèles coloniaux hérités du mercantilisme et les nouveaux principes émergents en phase avec la diffusion du libéralisme au sein des élites.

### *Les classes dirigeantes divisées*

On a vu plus haut que c'est à contrecœur que l'oligarchie dirigeante anglaise a fait appel au peuple pour défendre la patrie contre la menace impériale napoléonienne. La politique d'économies et de retrait militaire qui a suivi a marqué son rejet définitif du modèle de l'armée nationale. Pourtant, cette

17. Hilton B., *op.cit.*, p. 568 et Heuman G., « The British West Indies », in Porter A. (ed.), *Oxford History of the British Empire*, vol. III, *op.cit.*, p. 483.

18. Peter Burroughs « Defence and Imperial Disunity », in Porter A. (ed.), *Oxford History of the British Empire*, vol. III, *op.cit.*, p. 324-25.

réaction antinationale fait progressivement place à une série de campagnes de mobilisation des exclus du système en place qui trouvent des alliés au sein des groupes les plus libéraux ou radicaux du Parlement, issus en général des classes dirigeantes. Ces mouvements fondés sur des meetings, des pétitions, l'agitation électorale et dans la presse finissent par arracher des réformes significatives aux classes supérieures. Elles font avancer paradoxalement la société impériale britannique dans le sens de son unification nationale et d'une liberté croissante, conforme à son idéal proclamé de longue date, mais bien peu réalisé dans les faits. Cette hésitation des classes dirigeantes entre l'ancien régime et le libéralisme moderne se retrouve partout en Europe. Côté britannique, cependant, les concessions sont faites à temps et une minorité des classes dirigeantes, d'abord hostiles, se rallie aux réformes au lieu d'aller jusqu'à l'affrontement révolutionnaire comme en France. Dans la pratique parlementaire, les étiquettes *whig* et *tory* sont très floues ; chaque groupe est en fait divisé sur les principales questions (économie, politique étrangère). Des reclassements réguliers ont lieu, selon les enjeux du jour, et les affinités personnelles autour de leaders jouent un grand rôle dans les prises de position. Les différenciations plus objectives autour des classes et des grandes questions nationales prennent le pas, au cours des années 1820, et deviennent dominantes quand la réforme électorale de 1832 étend l'électorat à de nouvelles couches et ouvre la porte à des revendications sociales de plus en plus larges autour de la question irlandaise, du droit de vote au peuple, des réformes fiscales ou du libre-échange.

### *Les fragilités internes de la société impériale britannique naissante*

Dans cette première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la société britannique est en proie à de multiples transformations liées à la fois à l'héritage ancien (société très inégalitaire dominée par des classes dirigeantes qui monopolisent une part considérable de la richesse foncière, financière, et, de plus en plus, commerciale et industrielle) et aux effets de l'industrialisation qui crée des tensions nouvelles : enclosures, exode rural, urbanisation anarchique dans des structures administratives inadaptées d'origine médiévale, instabilité du marché du travail sans amortisseurs sociaux efficaces, prolétarianisation des travailleurs ruraux, des artisans ruinés par la mécanisation, etc. Même après la réforme électorale de 1832, les groupes typiques de la nouvelle société industrielle, qu'ils soient représentés au Parlement (bourgeoisie industrielle du nord, *middle class* commerçante, artisans) ou encore exclus (masse du prolétariat industriel ou agricole), s'estiment toujours en partie victimes de l'oligarchie dominante et manifestent de multiples façons leur mécontentement pour se faire entendre ou obtenir des infléchissements de la politique. Ces tensions se traduisent par des troubles, et à travers les grandes campagnes de pétition et l'agitation parlementaire. Inégalement couronnées de succès, elles parviennent à remettre en cause certaines discriminations héritées : réintégration des catholiques et des dissidents à partir de 1829 dans la communauté nationale ; prise en charge des plus pauvres par le *workhouse* réformé (nouvelle loi sur les pau-

vres de 1834) ; mise en place d'une *migration agency* pour accélérer l'exode rural vers les zones industrielles (10 000 familles concernées en 1835-38 <sup>19</sup>) et assister l'émigration vers le Canada ou l'Australie des Irlandais ou Écossais dans la misère <sup>20</sup> ; lutte contre la « vieille » corruption avec la réforme du système électoral et l'introduction d'examens dans la fonction publique ; allègement de certaines taxes à la consommation qui pèsent surtout sur les classes populaires <sup>21</sup>.

L'historiographie anglaise a longuement débattu pour savoir si cette période aurait pu déboucher sur un phénomène révolutionnaire, à la française ou non <sup>22</sup>, ou si, au contraire, c'est la capacité d'adaptation des classes dirigeantes et la souplesse du système politique qui ont permis d'éviter le pire comme en France. Ce débat rétrospectif est en fait un peu vain.

La gestion contrastée des tensions internes illustre plutôt les forces et les faiblesses de la société impériale alors émergente. Pour l'essentiel, les mouvements de contestation, malgré quelques révoltes violentes écrasées par une répression brutale (luddisme, mouvement du capitaine Swing), acceptent les règles du jeu fixées par les classes dirigeantes ou demandent le changement sans changer de régime, comme le mouvement chartiste. A chaque moment crucial, les plus radicaux reculent devant le recours à la violence politique globale, par exemple lors de la grande manifestation chartiste du 10 avril 1848 où la foule se laisse intimider par le déploiement des forces de l'ordre.

Cette force de l'ordre établi face aux contestations ne doit pas faire oublier ses fragilités intrinsèques. Les classes dirigeantes ne mènent pas de stratégie à long terme et n'anticipent pas. Pendant longtemps elles sont incapables de proposer un vrai projet national intégrateur au nom du libéralisme religieux et politique (elles refusent la conscription et l'école obligatoire prise en charge par l'État). Surtout, en pratiquant, en dernier recours, une répression violente (massacre de Peterloo en 1819, condamnations à mort de 36 luddites entre 1812 et 1817, répression de la révolte du Capitaine Swing (19 exécutions) et de la rébellion irlandaise, rejet du chartisme <sup>23</sup>) les fractions les plus conservatrices ne cachent pas leur haine du peuple insoumis, et leur volonté de l'intimider en fonction de leur intime conviction de leur légitimité à détenir le pouvoir (*born to rule*). Par peur d'un régime monarchique ou impérial à la fran-

---

19. Hilton B., *op.cit.*, p. 597.

20. Cowan H. I., *British Emigration to British North America. The First Hundred Years, revised and enlarged edition*, Toronto, University of Toronto Press, 1961 ; Haines R. F., *Emigration and the Labouring Poor: Australian Recruitment in Britain and Ireland 1831-1860*, Basingstoke, Mac Millan, 1997.

21. Cf. Howe A., *Free Trade and Liberal England 1846-1946*, Oxford, Oxford U.P., 1997.

22. Archer J. E., *Social Unrest and Popular Protest in England 1780-1840*, Cambridge, Cambridge U.P., 2000.

23. Bourdeau V., Jarrige F., Vincent J., *Les luddites, économie, politique et histoire*, Maisons Alfort, Editions Ere, 2006 ; Archer J. E., *op.cit.*, p. 87.

çaise, elles cherchent à réduire le rôle de l'Etat central au minimum préférant une gestion locale des tensions qui permet de diviser les adversaires.

Cette gestion pragmatique alternant répression et compromis réussit surtout en dernier ressort parce qu'elle tire pleinement parti des atouts offerts par l'espace élargi de la société impériale. Des solutions aux crises sont trouvées hors du Royaume-Uni *stricto sensu*, en évacuant les éléments indésirables vers l'extérieur de la métropole, soit vers l'Empire, soit vers des territoires anglophones ouverts (Etats-Unis). Ainsi la pression démographique interne et la misère conjoncturelle née des crises périodiques s'allègent opportunément. En témoignent le début des migrations massives des habitants des parties les plus pauvres de l'Irlande et de l'Ecosse, ou de certaines zones rurales anglaises surpeuplées ou en crise, la déportation des condamnés des prisons surpeuplées vers les travaux forcés en Nouvelle-Galles du Sud et dans la terre de Van Diemen (Tasmanie), l'utilisation de l'armée de métier comme structure d'accueil d'une fraction des jeunes travailleurs sans emploi, l'usage menaçant du *workhouse* et de la prison pour discipliner ou mettre à l'écart les plus pauvres ou les marginaux, les infirmes, les femmes isolées et les vieux. Tous ces espaces de mise à l'écart réduisent les effectifs de « l'armée de réserve » en sous-emploi chronique qui accompagne encore cette phase de l'industrialisation et dont les autres sociétés européennes ne possèdent pas l'équivalent (plus rurales, plus dominées par l'artisanat proto-industriel et sans Empire colonial de peuplement). Cette « réserve impériale » disponible explique en partie comment les tensions ont pu être désamorçées sans aller jusqu'aux explosions continentales. Si l'on additionne la migration, l'enfermement ou l'exil forcé et les diverses institutions d'encadrement mentionnées plus haut, on aboutit, en effet, à un pourcentage significatif des classes pauvres ou dangereuses mises temporairement ou durablement à l'écart de la société établie.

L'armée et la marine entretiennent 150 000 hommes. Le *workhouse* enferme 1,26 million de personnes en 1834 et encore 1 million en 1850<sup>24</sup>, effectifs qui sous-estiment l'ampleur de la population marginalisée par la misère car beaucoup préfèrent d'autres solutions d'assistance à la perspective sinistre du *workhouse*. On recense 107 000 personnes emprisonnées en 1818 au Royaume-Uni : 73 363 en Angleterre ; 1455 au Pays de Galles ; 8737 en Ecosse et 23 475 pour la seule Irlande<sup>25</sup>. Rapporté à la population de chaque partie du Royaume-Uni, le taux d'enfermement est le plus élevé en Irlande (6,8 millions d'habitants en 1821), l'île la moins bien intégrée et contrôlée et où la misère rurale, plus grande, pousse à de nombreux actes délictueux, souvent dirigés contre les propriétaires dominants anglais. En dernier recours, on trouve la déportation. Jusqu'en 1850, la majorité des migrants en Australie

24. Hunt E. H., *British Labour History, 1815-1914*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1981 p.137 ; Rose M. E., *The Relief of Poverty, 1834-1914*, Londres, MacMillan, 1972, p. 15.

25. *Society for the Improvement of Prisons Discipline and for the Reformation of Juvenile Offenders*, Londres, 1820, p. XIV et p. 8.



sont les transportés ; en tout 160 000 sont embarqués, soit 3 à 4000 par an <sup>26</sup>. Enfin, la migration outre-mer prend de l'ampleur avec 20 000 à 30 000 départs par an avant 1850 <sup>27</sup>. Au total ces mises à l'écart totalisent 1,3 million personnes par an, soit 8,1% des 16 millions qui peuplent en 1831 la Grande-Bretagne. Par rapport aux seules classes populaires qui forment 80 % de la population, on arrive à plus de 10 % d'exclus de la communauté nationale <sup>28</sup>.

## Le tournant du milieu du siècle (1854-1876)

### *Vue d'ensemble*

Le milieu du siècle est toujours présenté comme l'apogée de l'Angleterre victorienne, et donc aussi de son Empire et de l'influence britannique dans le monde. Cette analyse est simplificatrice, si l'on s'interroge sur la réalité de la société impériale. En fait, comme pour la période précédente, il s'agit d'un moment d'hésitation entre plusieurs définitions possibles de l'Empire où les limites du monde britannique se recomposent selon plusieurs logiques. Deux stratégies d'expansion des modèles libéraux et impériaux britanniques sont menées en parallèle, parfois de manière contradictoire. Cette période est à la fois celle où, conformément à ce qu'espéraient Cobden et ses amis libéraux, le *free trade*, en conquérant de nouvelles positions, étend l'Empire informel et l'influence commerciale anglaise dans le monde et en Europe. Mais aussi, et là l'utopie du *free trade* menant à un monde sans guerre se trouve largement démentie, c'est une période où le Royaume-Uni se trouve impliqué dans deux conflits majeurs de nature impériale : l'un, la guerre de Crimée, où, allié avec la France contre la Russie, il cherche à préserver les intérêts britanniques en Méditerranée orientale et à enrayer le déclin de l'Empire turc considéré comme un verrou nécessaire face à un Empire des tsars trop envahissant après son intervention contre la révolution en Hongrie en 1849 ; l'autre, en Asie, contre la mutinerie indienne qui l'oblige à renoncer à l'ancien système de la Compagnie des Indes et à réorganiser ses modes de domination coloniaux en Inde, mais aussi dans les autres colonies, pour éviter d'autres révoltes. Après cette alerte, le Royaume-Uni confirme donc sa vocation coloniale durable non seulement en Asie, mais dans d'autres parties du monde, et là encore contre les thèses libérales de Cobden pour qui les colonies sont une source de gaspillage et d'oppression incompatibles avec l'idéal de liberté anglais.

26. Jupp J. (ed.), *The Australian People. An Encyclopedia of the Nation, Its People and their Origins*, Cambridge, Cambridge, U.P., 2001, p. 16.

27. Baines D., *Migration in a Mature Economy. Emigration and Internal Migration in England and Wales, 1861-1900*, Cambridge, Cambridge, U.P., 1985, p. 59, figure 3.1. Les statistiques migratoires sont, semble-t-il, sous-estimées pour cette période, faute d'enregistrement statistique adéquat. Ce sont donc des estimations minimales.

28. Miles Taylor, dans « The 1848 Revolutions and the British Empire », *Past and Present*, février 2000, pp. 146-180, montre comment ce processus de mise à l'écart des fauteurs de troubles dans l'Empire a désamorcé les mouvements en métropole, mais a en même temps renforcé les forces de contestations dans les colonies, obligeant par la suite à consentir des réformes de la gestion des populations blanches coloniales avant même que les changements aient lieu au

Du point de vue de son unité nationale, la société impériale présente des aspects tout aussi contradictoires. D'une part, avec la réforme du suffrage de 1867, arrachée au terme d'une nouvelle bataille qui amplifie la réforme de 1832, la participation politique est élargie à de nouvelles couches, ce qui contribue donc à enraciner les institutions parlementaires et à renforcer l'unité nationale. Mais, d'autre part, l'Etat britannique puise toujours l'essentiel de ses élites politiques et militaires dans les rangs de l'aristocratie et de la *gentry*, celles-là même qui tirent le plus grand prestige et pouvoir de l'Empire. En même temps, avec l'influence croissante de la vision libérale incarnée par la figure de Gladstone, chancelier de l'échiquier et Premier ministre à plusieurs reprises, le Parlement entend, par souci de limiter le poids fiscal de l'Etat, réduire les charges pesant sur les producteurs comme sur les consommateurs, et contribue par son laisser faire à accentuer les inégalités scolaires et sociales en termes de conditions de vie et de promotion possible.

Les fractures de classe, malgré la prospérité globale, sont donc de plus en plus visibles dans les villes, de plus en plus dominantes, comme dans les campagnes, de plus en plus dépeuplées, sous les effets de l'exode rural accéléré par le libre-échange. L'expansion du mouvement migratoire outre-mer après 1850 (on passe de 30 000 migrants par an à plus de 100 000) peut être interprétée aussi bien comme l'expression des blocages de cette société de classe et comme un exutoire indispensable pour ceux qui ne la supportent pas (cf. l'émigration massive des Irlandais aux Etats-Unis), que comme un remède, temporaire ou durable, aux tensions internes. En même temps, cet exode contribue à élargir la société impériale en affermissant la domination britannique et son modèle outre-mer, et réduit, de fait, la concurrence interne pour le travail de la main d'œuvre rurale ou urbaine au sein des îles britanniques. En Irlande, la migration accélérée par la famine de 1846 est particulièrement importante, aussi bien vers l'outre-mer que vers l'Angleterre, et atténue grandement la surpopulation rurale et les troubles agraires antérieurs. Paradoxalement, elle rend aussi les Irlandais plus solidaires de la société impériale pour leur survie. Pour autant, le conflit politique et religieux, partiellement passé au second plan devant l'urgence de la famine, revient peu à peu au premier plan. Loin d'être réglée par diverses concessions, la question irlandaise continuera de peser sur la vie nationale à partir de 1870, avec les débats prolongés sur la *Home Rule* et la réforme agraire.

De même, dans l'Empire, les premières réformes qui vont dans le sens du *self-gouvernement* des colonies de peuplement, avec la proclamation du premier *Dominion* du Canada en 1867, constituent d'abord un moyen de réunification de la société impériale, malgré les distances, et apportent une réponse aux tentatives de dissidence antérieures. Mais elles impliquent aussi l'accentuation des différences avec les autres colonies tropicales où s'établissent, au

---

Royaume-Uni lui-même (extension de la population autorisée à voter).

contraire, des modes de domination de plus en plus hiérarchiques au profit de petits groupes d'administrateurs, de commerçants, de planteurs, ou de militaires qui s'appuient sur les élites locales promues en intermédiaires aristocratiques vis-à-vis des indigènes <sup>29</sup>. Le développement de certaines colonies blanches ou tropicales se traduit même par le recours à de nouvelles formes de travail contraint qui instaurent des discriminations racistes à l'encontre des Chinois, des Indiens ou des peuples du Pacifique envoyés dans les Caraïbes, en Afrique ou en Australie, autant de divisions visibles contraires à l'idéal libéral affiché officiellement <sup>30</sup>.

### *La Guerre de Crimée (1854-56)*

La guerre de Crimée marque un changement de stratégie radical du monde britannique par rapport au désengagement de la période antérieure : l'Angleterre se trouve en effet obligée de s'allier à son ancienne ennemie des *French wars*, contre son ancienne alliée de la lutte contre la Révolution française ! Si la *Royal Navy* joue un rôle important pour la logistique maritime d'une expédition sur le territoire russe, le corps expéditionnaire britannique étale aussi aux yeux de tous les faiblesses de l'armée et les incertitudes de son haut commandement – mises en évidence par la longueur des opérations, les échecs subis sur le terrain, et les lourdes pertes surtout dues à l'impéritie du service de santé et de l'intendance pour acheminer les équipements nécessaires. Les mauvaises conditions de vie des soldats sont largement relatées dans la presse britannique et fournissent aux journaux l'occasion de dénoncer les failles d'une armée non réformée, toujours dominée par une caste largement incompétente. Ici encore, c'est la comparaison et la confrontation avec d'autres puissances qui obligent à une évolution des fondements traditionnels de cette société impériale encore incertaine. Cette guerre ne fut pas qu'une épreuve coûteuse pour l'orgueil britannique, elle a scellé un renversement d'alliance qui facilite l'entrée de la France dans le camp des puissances favorables au libre-échange en 1860. Le contrôle conjoint de la Méditerranée orientale grâce à la victoire commune facilite aussi la mise en œuvre du projet français de canal de Suez dont l'importance stratégique pour les relations de l'Angleterre avec l'Inde est évidente.

### *L'Empire menacé : la grande mutinerie*

Quatorze mois après le traité de Paris qui marque le succès en Crimée contre la Russie, la grande mutinerie indienne de 1857 <sup>31</sup> constitue une seconde alerte, plus grave encore pour l'avenir de la société impériale britannique. Elle souligne la fragilité de l'Empire en Asie et la nécessité de réformes

---

29. Cf. Cannadine D., *Ornamentalism: How the British saw their Empire*, Londres, Allen Lane, 2001.

30. Huttenback R. A., *Racism and Empire, White Settlers and Colored Immigration in the British Self-Governing Colonies (1830-1910)*, Ithaca et Londres, Cornell U.P., 1976.

dans les modes de gouvernement pour préserver non seulement la domination de l'Inde mais aussi celle des autres colonies les plus lointaines. Le gouvernement anglais est d'autant plus inquiet face à cette révolte non prévue qu'il ne dispose que de 40 000 hommes à lui opposer. Les motifs de la révolte, au-delà des circonstances du déclenchement, renvoient à l'exaspération née des interventions croissantes de l'Angleterre dans les modes de vie indiens : interdiction de certaines coutumes, introduction de l'éducation occidentale, tentative de christianisation par les missionnaires, annexion de nouveaux Etats sous divers prétextes, modernisation économique pour accroître les prélèvements fiscaux qui bouleverse la vie des communautés rurales et fait craindre la remise en cause de toute la société au détriment des castes dominantes <sup>32</sup>.

Les troupes indigènes (cipayes), elles, redoutent les pressions des officiers anglais en vue de leur conversion et au nom de la supériorité affirmée du christianisme. Cette attitude méprisante et prosélyte des officiers s'explique par le recrutement social de ceux-ci. Ils sont principalement issus des milieux dominants et anglicans, étant donné l'absence de recrutement au mérite comme dans l'armée française à la même époque. Pour être officier, il faut être passé par la filière des écoles militaires coûteuses ou être en mesure d'« acheter sa charge » comme sous l'Ancien Régime, et capable d'assumer un train de vie dispendieux étant donné la faiblesse des soldes. En Angleterre comme en Inde, la distance sociale entre officiers et hommes de troupe est donc immense et encore aggravée par la couleur de la peau. En outre, les officiers ne comprennent pas le système des castes qui peut faire qu'un officier indigène doive marquer son respect à un homme de troupe d'origine supérieure. La discipline militaire anglaise (fondée sur les châtiments corporels) est totalement incompatible aussi avec les règles des castes. Pour ne pas être séparés des membres de leur caste, des soldats refusent certaines affectations ou missions. La volonté de rétablir l'autorité par le *General Service Enlistment Act* du 25 juillet 1856, qui abolit les groupements des unités en fonction des castes, puis l'imposition de nouvelles cartouches enduites de graisse animale, ce qui répugne aux soldats indiens des deux confessions principales (tabou du porc pour les musulmans, de la vache pour les hindous), confirment le choc culturel entre les deux sociétés, dominante et dominée.

Le 26 février 1857, le 19<sup>e</sup> régiment indigène est le premier qui refuse les nouvelles cartouches. Le premier incident est réglé sans trop de dommages, mais d'autres, plus graves, éclatent dans d'autres unités et les refus d'obéissance, comme les violences contre les Britanniques, deviennent de plus en plus graves (on compte 45 régiments mutinés sur 74 régiments d'infanterie). Face à de rares journaux radicaux qui trouvent des excuses à la révolte, la plupart des journaux anglais n'y voient qu'une marque supplémentaire de l'arriération et

31. Spiers E. M., *op.cit.*, pp.121-144.

32. Sur tout ceci, voir Bayly C., *Indian Society and the Making of the British Empire*, Cambridge, Cambridge U.P., 1988.

de la barbarie d'un peuple qui n'a pas encore compris les bienfaits de la colonisation anglaise. Les violences contre les blancs et, en particulier, contre les femmes et les enfants servent à justifier tous les appels de la presse à la répression la plus brutale pour réaffirmer la supériorité naturelle des civilisés face aux barbares. Les Britanniques découvrent aussi la faiblesse des troupes fiables face à une rébellion qui s'étend à des groupes civils indigènes et même à certains princes alors que les renforts tardent avant d'arriver et qu'on risque de dégarnir des frontières fragiles au nord de l'Inde. Pour châtier les mutins, les officiers britanniques recourent à des traitements tout aussi atroces que leurs adversaires : usage des canons sur les condamnés, humiliations dégradantes, etc. En revanche, à l'issue de la mutinerie, à l'été 1858, une large réorganisation est engagée : on augmente la présence des troupes européennes face aux troupes locales, on transfère définitivement le gouvernement de l'Inde à la Couronne, au détriment de la Compagnie des Indes qui est dissoute, et on renforce les alliances des élites locales restées loyales. Finalement, les actes d'indiscipline, ou le refus de rengagement dans l'armée normale des troupes de la Compagnie des Indes orientales, obligent à trancher dans le sens de leur intégration au sein de l'armée régulière. Pour éviter toute nouvelle menace d'insécurité, le contingent britannique sur place sera toujours composé à l'avenir d'un soldat britannique pour deux soldats indiens.

Ainsi, à cause de la mutinerie, l'Inde est devenue une colonie « ordinaire » et l'élément central de l'Empire en termes d'investissement militaire. La révolte a contribué à faire de l'Inde la chose de tous les Britanniques, beaucoup plus qu'auparavant lorsque la Compagnie des Indes orientales en administrait la plus grande partie pour tirer des profits réservés à un groupe restreint de privilégiés.

### *Migrations et Empire du commerce*

Ces décennies sont aussi celles de la montée en puissance de la migration vers les espaces anglophones traditionnels (Etats-Unis, Canada) mais aussi vers de nouvelles zones : Australie et Nouvelle Zélande principalement, à la faveur de la ruée vers l'or et de l'ouverture de nouvelles colonies (Afrique du sud) au peuplement blanc. La migration étend et renforce l'Empire mais oblige aussi progressivement à revoir les règles de fonctionnement vers une intégration et une exportation du modèle parlementaire britannique, les nouveaux venus supportant de moins en moins bien la tutelle des administrations dirigées de Londres ou de gouverneurs tout puissants.

Renforcé par ces flux humains, l'Empire colonial britannique se double d'un Empire commercial mondial lié au développement du libre-échange dans des zones non formellement rattachées au monde britannique : l'Amérique latine, la Chine, certaines parties de l'Afrique et de l'Asie occidentale. Palmerston, dans son intervention à la Chambre des Communes du 16 février

1842 avait proclamé que « le commerce est le meilleur pionnier de la civilisation ».

Deux zones sont privilégiées dans cette perspective d'un impérialisme indirect : l'Amérique latine et la Chine. La première représente 10 % des exportations britanniques et également 10 % des importations dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. De même, c'est une direction privilégiée pour les investissements britanniques (chemins de fer, services publics mais aussi emprunts d'Etat)<sup>33</sup>. En Chine, la politique de la « porte ouverte » est imposée par la force à travers plusieurs guerres limitées contre un Empire qui rejette l'étranger mais a besoin de ressources fiscales pour survivre, et donc d'échanges croissants pour alimenter les recettes des douanes. Après la première guerre de l'opium (1839-42), une seconde intervention en 1847, et, avec l'aide de la France, une troisième entre 1856 et 1860, imposent finalement les nouvelles règles occidentales à l'Empire du Milieu. Un nombre considérable de ports chinois sont ainsi ouverts au commerce européen, tandis que des « concessions » jouissant de privilèges exorbitants sont implantées pour que les négociants européens y établissent leurs comptoirs et entrepôts. Des conseillers britanniques prennent même en charge certaines parties de l'administration chinoise, notamment les douanes et certaines administrations fiscales.

La même politique d'ouverture commerciale volontariste est suivie dans l'ensemble de l'Empire ottoman, en Turquie comme en Egypte. En conséquence, l'exportation de blé et de coton vers l'Occident s'accroît fortement tout comme l'importation de tissus industriels. Mais, contrairement aux théories libre-échangistes, cette ouverture, loin de faire progresser la Turquie, l'asservit de plus en plus à l'étranger en la privant des ressources douanières, ce qui oblige l'Etat ottoman à emprunter toujours plus sur les marchés financiers anglais ou français, et à aggraver ainsi sa dépendance externe. Tout ce processus se termine par une banqueroute du gouvernement turc en 1875.

En Egypte, le processus de mise sous dépendance est compliqué par la rivalité avec la France. En proie à des difficultés financières, le Khédivé est contraint de vendre à l'Angleterre ses parts de la Compagnie du canal de Suez en 1875. Ici, c'est le rôle stratégique que joue le Canal pour la liaison avec l'Empire asiatique britannique qui amène le gouvernement britannique à passer de l'impérialisme du libre-échange à l'impérialisme tout court. Dominant le commerce extérieur égyptien (80 % des exportations vont vers l'Angleterre, 44 % des importations viennent d'Angleterre), et principal créancier du pays, il dispose d'armes d'influence majeures qui se transforment en mise sous tutelle financière en 1876, puis en occupation militaire en 1882.

33. *Ibid.*, p. 110.

En Afrique, la justification idéologique des interventions et de la conquête de nouveaux comptoirs, points de départ de futures colonies, est la lutte contre l'esclavage et la volonté de tourner les économies africaines vers des spéculations plus morales et plus productives ; la marine comme les consuls soutiennent les négociants et les missionnaires dans cette œuvre de « civilisation ».

Si les Britanniques qui réfléchissent sur cette action adoptent volontiers un ton optimiste fondé sur un complexe de supériorité qui correspond bien au projet d'une société impériale, les historiens ont récemment relativisé la réalité de cet Empire informel et l'efficacité des résultats obtenus dans le sens d'une modernisation en profondeur des pays concernés <sup>34</sup>. Les élites locales, comme les sociétés globales, résistent. La pénétration de l'économie moderne se heurte très vite aux limites d'économies faiblement monétaires et aux populations à très bas niveaux de vie. Au total, c'est davantage le Royaume-Uni, étant donné son caractère extraverti, qui dépend de plus en plus de ses multiples intérêts extérieurs, que le monde extérieur ne dépend en profondeur du Royaume-Uni <sup>35</sup>. D'autant qu'en parallèle, et le processus s'accélère dans la dernière partie du siècle, d'autres puissances impériales rivalisent maintenant avec lui à l'échelle mondiale.

### La société impériale britannique à maturité (1876-1919) ?

Après la stabilisation mi-victorienne, où le modèle politique et économique britannique semble incarner, pour les nations d'Europe de l'Ouest qui s'y rallient progressivement, la modernité et la garantie de la prospérité, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle marquent une nouvelle étape dans la reconfiguration interne et externe de la société impériale britannique. L'hésitation entre l'Empire formel et l'Empire informel fait place alors à une affirmation beaucoup plus nette du projet impérial, tant sur le plan symbolique (en 1876, Disraéli fait proclamer la reine Victoria impératrice des Indes) que politique (la gestion de l'Empire devient plus élaborée avec de nouvelles institutions et la mise en place des *Dominions*, puis des protectorats) <sup>36</sup>. L'administration coloniale se complexifie avec l'organisation de conférences impériales, tandis qu'une fraction des élites veut créer un espace économique intégré (avec la notion de préférence impériale) et remet en cause le dogme du

34. Platt D. C. M., *Finance, Trade and Politics in British Foreign Policy, 1815-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1968 ; Louis W. R. (ed.), *Imperialism: The Robinson Gallagher Controversy*, New York, New View Points, 1976.

35. Citons les industries exportatrices (textiles, constructions navales), les groupes commerciaux et maritimes dépendant de ces circulations de marchandises, les banques, les assurances ou les créanciers anglais des gouvernements étrangers. Pour le gros de la population ouvrière, cette dépendance externe passe par l'alimentation importée, et la soupape sociale de l'émigration.

36. Sur cette importance croissante du culte monarchique pour renforcer l'Empire en métropole comme en Inde, voir Cannadine D., « Contexte, performance et signification d'un rituel : le cas de la monarchie britannique (1820-1877) », et Cohen B. S., « Représenter l'autorité dans

libre-échange à mesure que celui-ci joue au détriment de l'ancienne puissance dominante.

Dans le débat intellectuel et politique, l'Empire fait de plus en plus partie de l'identité britannique englobante, telle qu'elle s'exprime par la voix des représentants officiels de la *Britishness*, et telle qu'elle commence à être popularisée par la presse à grand tirage, par l'école et par certains mouvements d'encadrement sociaux des classes populaires qui se multiplient. La poussée démographique des populations anglophones, portée par l'expansion de la population américaine et des *Dominions*, donne aussi une dimension culturelle nouvelle à la domination britannique. Le slogan nouveau de cette société impériale décomplexée est l'expression « *Greater Britain* », lancée par Charles Dilke en 1867 dans un livre à succès où il propose un inventaire des richesses multiples de l'Empire en plein essor.

Trente ans plus tard, cette arrogance « anglo-saxonne » a encore haussé le ton. Joseph Chamberlain, secrétaire aux Colonies, proclame dans un discours repris dans le *Times* du 12 novembre 1895 : « je crois que la race britannique est la plus grande des races dirigeantes que le monde a jamais connue ». Quant à Cecil Rhodes, premier ministre d'Afrique du Sud et le fondateur de la Rhodésie, il en rajoute encore dans l'autocélébration : « les Britanniques sont la meilleure race pour diriger le monde. <sup>37</sup> »

Ce mouvement impérial ambitieux s'organise en courant politique et propose un projet plus systématique que celui des « *absent-minded* » impérialistes d'autrefois. Surtout, la compétition avec les autres nations, qui, désormais, se veulent elles aussi impériales et réclament leur part du monde à coloniser tout en comblant leur retard sur le Royaume-Uni, oblige les gouvernements de la métropole et des nouveaux *Dominions* à affiner leur stratégie, et même à s'inspirer des méthodes de leurs concurrents pour tenir leur rang et se protéger des menaces.

### *Reconfiguration de l'idéal impérial : Greater Britain* <sup>38</sup>

L'auteur de *Greater Britain*, Charles Dilke, hésitait encore entre une vision étroite, limitée aux colonies de peuplement blanches en voie d'émancipation à partir de la création du *Dominion* du Canada en 1867, et une perspective large, où la « destinée impériale » de la Grande-Bretagne embrasse aussi sa mission à l'égard des « peuples de couleur » pour les faire accéder à la « civilisation » par le progrès économique et l'autonomisation politique progres-

l'Inde victorienne », in, Hobsbawm E., Ranger T. (éd.), *L'invention de la tradition* (1983), traduction française, Paris, Amsterdam, 2006, respectivement pp. 117-175 et pp. 177-223.

37. Cité par Huttenback R. A., *Racism and Empire*, op.cit., pp. 15-16.

38. Dilke C. W., *Greater Britain, A Record of Travel in English-speaking Countries, during 1866 and 1867*, Londres, Macmillan, 1866-67, 2 volumes.



sive. Ces propositions sont la première réponse argumentée au courant libéral radical de Cobden qui militait pour la fin des colonies, considérées comme des charges fiscales indues, ou comme des sources de guerre avec les puissances rivales. En 1883, l'historien Seeley publie *The Expansion of England*, un autre livre très influent au sein des élites où l'histoire anglaise est réécrite en fonction de sa vocation impériale<sup>39</sup>. Il y propose un projet pour l'avenir : celui d'une fédération des peuples blancs issus de la matrice britannique pour faire face à l'expansion d'autres Empires alors émergents. Sans cette alliance internationale organique des peuples britanniques, l'Empire sera voué à l'éclatement, comme les Empires antérieurs, et l'Angleterre ne pourra survivre seule face aux nouveaux géants comme les Etats-Unis ou la Russie. Il faut donc créer une citoyenneté élargie et développer un patriotisme d'un nouveau type dont l'Inde, trop différente en raison de la diversité de ses « races » et de ses religions, sera cependant exclue<sup>40</sup>.

Peu à peu, cette idéologie impériale se colore aussi d'un contenu normatif fondé sur les thèses du darwinisme social : la réussite de l'Empire et l'expansion des peuples issus du monde britannique, puis plus généralement anglophones (avec la montée en puissance des Etats-Unis), sont la preuve « scientifique », selon la doctrine de la lutte pour la vie et de la survie des plus aptes, de la supériorité des « Anglo-Saxons ».

La notion de race et les valeurs britanniques communes (langue commune, attachement à la liberté, volonté d'entreprendre, rigueur morale) fournissent les éléments identitaires de la nouvelle nation impériale en formation, laquelle doit s'inventer une organisation politique qui lui permettra de ne pas éclater en territoires de plus en plus indépendants les uns des autres.

### *La hantise du déclin*

Si le courant impérialiste est de plus en plus influent, ce n'est pas seulement grâce à l'organisation de groupes de pression (sociétés de géographie, mouvements coloniaux, compagnies commerciales), mais aussi en fonction de la concurrence des autres Empires qui n'ont jamais été aussi présents aux frontières de l'Empire britannique, aussi bien formel qu'informel. Le libre-échange, avec la grande dépression des années 1880-90 et le retour au protectionnisme de nombreuses puissances, est contesté par certains hommes politiques ou publicistes en Angleterre même. Le thème de la préférence impériale, compromis entre le protectionnisme et le libre-échange classique, renvoie un écho grandissant dans les sphères dirigeantes. Il renforcerait l'unité

---

39. Seeley J. R., *L'expansion de l'Angleterre*, Paris, Armand Colin, 1885, préface d'Alfred Rambaud, traduction de *The Expansion of England*, Londres, Mac Millan, 1883.

40. Seeley J. R., *The Expansion of England*, *op.cit.*, 1883, p. 74-75, cité par Bell D., *The Idea of Greater Britain. Empire and the Future of World Order, 1860-1900*, Princeton, Princeton U.P., 2007, p. 83.

de l'Empire, protégerait l'industrie anglaise des concurrents étrangers et ouvrirait des débouchés nouveaux aux diverses colonies à l'intérieur de l'Empire.

La perte progressive de la supériorité économique qui caractérisait la période antérieure aux années 1880 transparaît dans divers indices qui inquiètent les dirigeants anglais. Lors de la conférence coloniale de 1902, Joseph Chamberlain prononce la phrase célèbre : « *the Weary Titan staggers under the too vast orb of its fate* ». Ce déclin relatif face aux autres sociétés impériales n'empêche pas une expansion continue qui ne met encore nullement en cause les fondements de la puissance britannique : la part britannique dans le commerce international diminue certes de 25 à 21 % dans le total mondial entre 1880 à 1900, tandis que celle de ses principaux concurrents augmente. Mais, en chiffres absolus, le monde britannique reste de loin l'espace d'échange le plus actif, si l'on rapporte les flux commerciaux à la population concernée. Toutefois, dans certains secteurs stratégiques, le recul britannique est bien visible et inquiétant : les Etats-Unis et l'Allemagne dépassent maintenant la Grande-Bretagne pour la production d'acier et de charbon.

Face à des nations plus dynamiques, la défense de l'Empire et sa meilleure mise en valeur paraissent alors comme des solutions à privilégier, c'est ce qu'on appelle le « *constructive imperialism* ». De plus en plus dépendante de l'étranger pour son approvisionnement extérieur, la Grande-Bretagne pourrait conclure des accords préférentiels avec son Empire sur lequel elle garde son influence politique. Pourtant, malgré des débats publics très intenses, les gouvernements successifs ne modifient pas leur position et les commissions d'enquête parlementaires, tout en reconnaissant les difficultés conjoncturelles, restent optimistes sur la capacité de l'Angleterre, et du monde britannique en général, à relever ce défi de la première mondialisation <sup>41</sup>.

### *Société impériale et menace militaire externe*

Bien que le modèle économique de la société impériale ne s'écarte guère, avant 1914, de l'héritage libéral malgré les inquiétudes nées de la compétition internationale, l'anxiété s'étend peu à peu, et de manière plus durable, au modèle national lui-même. Gladstone s'avère incapable de mettre en place le *Home Rule* en Irlande, tandis que le débat sur l'intégration nécessaire des classes populaires après l'élargissement nouveau du suffrage en 1884, la montée du mouvement féministe et la percée du nouvel unionisme parmi les ouvriers non qualifiés, ainsi que l'apparition de candidats travaillistes aux élections, fragilisent l'ordre politique libéral. De même, apparaissent des tendances centrifuges dans les *Dominions*, et un mouvement national en Inde (le

41. Friedberg A., *The Weary Titan. Britain and the Experience of Relative Decline, 1895-1905*, Princeton, Princeton U. P., 1988, pp. 41-51.

Parti du Congrès) qui radicalise ses revendications. Les élites se divisent sur les modalités de la défense de l'Empire et la nécessité ou non de créer une armée nationale comme en Europe, ou encore de faire assumer une part croissante des dépenses militaires par les *Dominions* et les colonies.

Or, c'est aussi au cours de ces années d'incertitude que les autres puissances industrielles commencent à défier l'Angleterre sur le terrain par excellence de sa supériorité séculaire, la flotte de guerre. Cette concurrence navale oblige le Royaume-Uni à une course aux armements épuisante alors que le coût des navires du fait des progrès techniques (blindage, canons, moteurs rapides) ne cesse d'augmenter. Cette charge oblige aussi à revoir la politique fiscale libérale pour endiguer un déficit budgétaire croissant. La dépense budgétaire augmente de 40 % entre 1895 et 1902, même en excluant les dépenses induites par la guerre en Afrique du Sud qui obligent à lancer un emprunt. Il faut donc instaurer de nouvelles taxes et alourdir l'*income tax*, ce qui remet en cause le dogme libéral, édicté par Gladstone, d'un système équilibré entre taxes directes et indirectes comme clé de la stabilité sociale <sup>42</sup>.

La seconde question où affleurent les contradictions de la nouvelle société impériale est stratégique. Avec un Empire étendu sur cinq continents, l'Angleterre doit maintenir plusieurs escadres séparées. Si, à l'échelle mondiale, en additionnant l'ensemble de ses flottes, elle satisfait sur le papier au « *two powers standard* » de la doctrine navale traditionnelle, elle peut très bien, dans une zone maritime donnée, se retrouver en état de faiblesse face à une ou deux puissances régionales qui y concentrent toutes leurs forces. C'est le cas par exemple, en Méditerranée, face à la France et à l'Italie ou la Russie, en Mer du Nord face à l'Allemagne, dans le Pacifique face aux Etats-Unis et au Japon, etc. En Asie, l'Angleterre doit même se rapprocher du Japon pour faire face à la coalition franco-russe dont les forces navales augmentent rapidement. Un accord naval avec le Japon écarte provisoirement le danger en 1902.

### *Guerres et mobilisation populaire : la guerre d'Afrique du Sud et le débat sur l'impérialisme*

La guerre d'Afrique du Sud (1899-1902) se situe au cœur de tous ces débats et contribue à les envenimer ainsi qu'à les populariser, au point d'en faire une crise nationale et impériale où l'identité britannique comme société impériale se manifeste enfin au grand jour.

La guerre contre les républiques boers débute en 1899, officiellement au nom de la défense des droits des *Uitlanders* (migrants britanniques attirés au

---

42. Dauntton M., *Trusting Leviathan. The Politics of Taxation in Britain, 1799-1914*, Cambridge, Cambridge U.P., 2001, p. 303-315.

Transvaal par les mines d'or mais maltraités par les dirigeants boers). Elle a surtout pour but d'établir une domination britannique stable sur une région stratégique, pas seulement pour ses richesses minières (or, diamants), mais aussi pour sa fonction d'escale sur les routes principales de l'Empire vers l'Inde et l'Océanie. Elle a failli aussi déboucher sur une crise internationale de grande ampleur. Les puissances européennes se sont en général rangées du côté du plus faible contre un Empire britannique perçu comme arrogant, dont les dirigeants mesurent alors leur isolement et leur fragilité, mais aussi, paradoxalement, leur force cachée à l'échelle du monde anglophone. La guerre dure beaucoup plus longtemps que prévu (2 ans et 8 mois) au regard de la disproportion des forces entre les deux camps, et son coût financier (230 millions de £) et humain s'avère très élevé<sup>43</sup>. Malgré les échecs militaires initiaux, le conflit démontre aussi l'existence d'une fierté patriotique impériale dans de larges secteurs de la population, y compris de gauche ou ouvrière, et d'un maintien de la solidarité trans-impériale. Elle se manifeste par les enrôlements de volontaires en provenance du Canada, d'Australie ou de Nouvelle-Zélande. Au total, on compte dans les rangs des troupes qui se battent en Afrique du Sud, 16 000 Australiens, 8 300 Canadiens et 6 500 Néo-Zélandais, tandis que 50 000 volontaires sont recrutés en Afrique du Sud même. Ces volontaires attestent la réalité d'un sentiment d'appartenance et de solidarité à l'échelle impériale, jusque-là plutôt postulé par le discours officiel que démontré pratiquement<sup>44</sup>.

La guerre met aussi en évidence les limites de la prééminence accordée à la *Royal Navy*, ainsi que les failles de l'armée britannique quand elle est engagée dans un conflit non purement colonial face à des Européens déterminés et dotés d'armes modernes fournies par le rival impérial allemand. L'examen médical pratiqué à l'occasion de l'engagement des enrôlés révèle aussi l'ampleur des déficiences physiques dont souffre la population ouvrière la plus mal lotie, produites par les mauvaises conditions d'hygiène, de logement, d'alimentation et le sous-emploi récurrent du prolétariat britannique. Cette découverte alarmante quant aux inégalités dans le partage des « bienfaits » de la société impériale donne des arguments à tous ceux qui plaident pour une politique sociale plus généreuse qui améliorerait « la race ». L'ambition de cette nouvelle politique sociale sera assumée par les gouvernements libéraux après leur victoire en 1906 contre les conservateurs. Tous ces événements relancent le débat sur les réformes à faire dans l'Empire et dans l'armée. La solution bricolée consiste à étoffer l'armée territoriale pour permettre l'envoi d'un corps expéditionnaire continental en cas de guerre, mais elle se heurte toutefois au manque de volontaires pour y participer. L'image de l'armée, malgré les explosions patriotiques dans les moments critiques, constatées au

43. Saunders C., Smith I. R., « Southern Africa », in Porter A. (ed.), *Oxford History of the British Empire*, op.cit., vol. III, p. 616-617.

44. Burroughs P., « Defence and Imperial Disunity », in Porter A. (ed.), *Oxford History of the British Empire*, op.cit., vol. III, pp. 343-44.

moment de la guerre contre les Boers, reste en effet peu engageante. Du fait de la dureté des conditions de vie dans les casernes ou dans les colonies, les volontaires de la territoriale ou de la réserve spéciale n'envisagent pas de servir ailleurs qu'en métropole, sauf en cas de guerre <sup>45</sup>.

### *La popularisation de l'idéal impérial et la fierté britannique*

Le mouvement d'enthousiasme impérial (qu'on appelle « jingoïsme » en fonction du refrain d'une chanson de café concert, « *By Jingo* » (1877), diffusée à l'occasion de la crise des Balkans de 1877-78) n'est toutefois pas limité à l'épisode de la guerre contre les Boers <sup>46</sup>. Il est cultivé tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle par un certain nombre d'institutions (publiques ou privées, commerciales ou non gouvernementales) et peut produire ses pleins effets au tournant des deux siècles, puisque c'est alors que l'urbanisation, l'alphabetisation, la scolarisation et la diffusion d'une culture de masse peuvent propager ces thèmes dans l'ensemble de la société britannique, métropolitaine comme impériale <sup>47</sup>. Au-delà de la seule « propagande », la force de la popularisation de l'idéal impérial est qu'il passe surtout par de nombreux canaux invisibles, sociétaux ou quasi inconscients, et indépendants des instances officielles, à la différence de la politique menée par d'autres pays colonisateurs. Cette imprégnation progressive s'explique par l'ancienneté des relais et des réseaux qui ont construit l'espace impérial britannique dans sa diversité : mouvements migratoires et allers-retours métropole / colonies / *Dominions* des Anglais et des Écossais ordinaires, comme des diverses élites ou classes moyennes, missions religieuses, utilisation des thèmes impériaux et exotiques dans les diverses formes culturelles, des plus élitistes (poésie, peinture) aux plus vulgaires (roman, presse, chanson, imagerie populaire).

Toute cette culture diffuse fait converger les préjugés xénophobes traditionnels de la fierté anglaise ou britannique et les nouvelles théories scientifiques vulgarisées sur la supériorité raciale blanche, et surtout « anglo-saxonne ». Au music-hall, un lieu de grande consommation populaire, cette présence coloniale est particulièrement forte où l'on propose des tableaux vivants et des chansons patriotiques en fonction de l'actualité <sup>48</sup>. Le système scolaire et la littérature de vulgarisation contribuent, eux aussi, au culte des héros militaires et à exalter l'héroïsme particulier des troupes coloniales exposées à des dangers inconnus et croissants. Les récits des guerres coloniales dif-

45. *Ibid.*, p. 277.

46. Summerfield P., « Patriotism and Empire. Music-Hall Entertainment, 1870-1914 », in, McKenzie J. M. (ed.), *Imperialism and Popular Culture*, Manchester, Manchester U. P., 1986, pp. 18-48, en particulier p. 25.

47. Même s'il en met en doute l'efficacité en profondeur, Bernard Porter reconnaît que cette période voit l'apogée des efforts d'une propagande impériale systématique (*The Absent-Minded Imperialists*, *op.cit.*, chapitre 8 « Peril and Propaganda c. 1900 », pp. 164-193).

48. McKenzie J. M., « Empire and Metropolitan Cultures », in Porter A. (ed.), *Oxford History of the British Empire*, *op.cit.*, vol. III, p. 277.

fusés par les correspondants de guerre sont toujours uniformément patriotiques et à la gloire de l'Angleterre et de son armée <sup>49</sup>.

Le dernier élément qui montre l'avènement de cette nouvelle société impériale sûre d'elle-même et dominatrice, malgré ses limites ou ses échecs, est la parfaite bonne conscience assez largement partagée par tous, du haut en bas de l'échelle sociale. Cette vision dominante et paternaliste se retrouve largement diffusée à destination de publics adolescents dans la littérature pour la jeunesse, comme dans les livres scolaires ou dans la presse populaire <sup>50</sup>. Elle permet de comprendre ce paradoxe d'un peuple pourtant profondément divisé, à la veille de 1914, autour de grands enjeux intérieurs (Irlande, politique sociale, grèves), mais qui, aussi bien lors de la guerre des Boers que face à l'Allemagne, fait bloc au nom de son bon droit tel qu'il est défini par l'idéal impérial, auquel il adhère par-delà les clivages sociaux et idéologiques, à la fois comme expression de la supériorité britannique native, et comme devoir protecteur des faibles. De même que la guerre impérialiste contre les Boers se veut une aide à la minorité britannique opprimée, de même la lutte contre l'Allemagne, rivale impériale potentielle avec l'expansion de sa flotte et de ses colonies, est justifiée d'abord comme un secours porté à la Belgique envahie et à la France menacée par l'invasion. Si on laissait faire « les Huns », surnom britannique des Allemands à l'époque, ils détruiraient l'ordre et la liberté britanniques, la neutralité belge étant garantie depuis 1839 par l'Angleterre et par l'alliance nouée avec la France depuis 1904 à travers l'Entente cordiale. Or, là aussi, l'engagement massif des volontaires civils, tant sur le territoire métropolitain que dans les *Dominions*, à la base (ouvriers de certains secteurs, expatriés) comme au sommet (diplômés des universités, rejetons des classes supérieures), démontre que ce discours, qu'on présente souvent comme une simple propagande fallacieuse au service des dirigeants ou d'intérêts financiers et économiques sans grandeur, correspond bien à un sentiment largement partagé, conscient quand on le réactive à bon escient, et qu'il peut toucher l'immense majorité du monde britannique.

### *L'épreuve du feu*

Avec la Première guerre mondiale, le monde britannique semble revivre, à une échelle mondiale, la grande épreuve des guerres contre Napoléon. L'effort humain et financier, intérieur et extérieur, demandé à tous est encore plus lourd que cent ans plus tôt. Les effets sur l'Empire, comme sur l'équilibre intérieur et extérieur de la société britannique, encore plus profonds et de longue portée.

49. Spiers E. M., *op.cit.*, p. 212-213 ; Berenson E., « Charisma and the Making of Imperial Heroes in Britain and France, 1880-1914 » in Berenson E., Giloi E. (eds), *Constructing Charisma. Celebrity, Fame and Power in Nineteenth-Century Europe*, Oxford, Berghahn, 2010, chapitre 1.

50. Mackenzie J. M. (ed.), *Imperialism and Popular Culture*, Manchester, Manchester U. P., 1986.

Pour financer la guerre, l'Angleterre doit en effet liquider une partie de ses avoirs, et donc des revenus procurés aux classes supérieures par les investissements à l'étranger. Pour éviter le recours à l'emprunt, les taux d'imposition sur le revenu et les successions sont très alourdis, et réduisent les possibilités de transmettre à la génération suivante des fortunes intactes comme par le passé. Les derniers éléments de la société et des classes populaires (ouvriers pauvres et femmes) qui étaient exclus du vote sont, par deux lois, en 1918 et 1919, intégrés à la société politique en remerciement de leur rôle patriotique<sup>51</sup>. Sans doute, sur la carte du monde, l'Empire officiel sort-il renforcé de l'épreuve et l'influence britannique, formelle ou informelle, s'étend maintenant à de nouvelles zones. En devenant le protecteur de nouveaux peuples, il semble ainsi tirer profit d'une guerre en principe menée pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais la société impériale, si sûre d'elle-même dans l'épreuve, voit aussi ses anciennes fissures s'élargir en fractures : la guerre civile en Irlande et la partition de l'île entre l'Etat libre d'Irlande et l'Ulster en 1921 sanctionnent la désunion du Royaume-Uni après 120 ans d'une union chaotique. L'essor du mouvement contre la domination britannique en Inde, sous l'influence de Gandhi et du Parti du Congrès, résulte largement de la mobilisation de troupes indiennes envoyées en Afrique comme en Orient au secours de la puissance coloniale dont la vulnérabilité est ainsi visible. La nouvelle zone d'influence du Moyen-Orient est très vite travaillée par des forces rebelles, en Iraq comme en Palestine, et implique plusieurs interventions armées coûteuses.

En Angleterre même, les désillusions de la guerre aboutissent à l'implantation d'un fort mouvement pacifiste, ce qui explique en partie la pusillanimité des dirigeants conservateurs face aux contestations de l'ordre britannique en Europe, comme dans le reste du monde, pendant les années 1930. Pourtant, en même temps, les ressorts de la puissance britannique semblent se reconstituer assez vite (retour à l'étalon or en 1925), mise en place progressive du Commonwealth et de la préférence impériale, victoire tardive des adversaires du libre-échange. A presque tous (à la différence d'autrefois), l'Empire apparaît comme la solution à toutes les crises britanniques : et notamment au chômage de masse né de la crise des vieilles industries (on encourage avec succès une nouvelle vague d'émigration vers l'Empire), ou encore au recul du commerce international avec les autres pays que l'intensification des échanges intra-impériaux pourrait compenser. Le monde britannique, devenu société impériale à maturité, se replie sur son monde avant la grande épreuve de la lutte contre l'Empire hitlérien.

---

51. Tous ces points sont détaillés dans Charle C., *La crise des sociétés impériales*, op.cit., c'est pourquoi ils ne sont ici qu'esquissés. Voir aussi Winter J. M., *The Great War and the British People*, Cambridge (Mass), Harvard U. P., 1986.

## Conclusion

Au terme de ce parcours synthétique, il apparaît bien que le champ de forces contradictoires, internes et externes, qui définissent l'équilibre instable d'une société impériale comme le monde britannique explique que les tenants des thèses opposées sur la réalité ou les limites de l'impérialisme britannique puissent, à partir des mêmes données, conclure à l'opposé et critiquer à juste titre les thèses de leurs adversaires. Parce que libéral, le projet impérial britannique est en partie un projet par défaut et par à coups. En même temps, parce qu'impérial, le libéralisme britannique trahit bien des attendus du libéralisme idéal ou de ses variantes européennes. Sans l'Empire formel et informel, on l'a vu à plusieurs reprises, la société libérale britannique n'aurait pas surmonté ses crises. A cause de l'Empire, elle est entraînée dans des crises à une échelle inédite et précoce auxquelles échappent les autres sociétés européennes avant qu'elles-mêmes, pour imiter la puissance dominante, ne se lancent dans la même aventure et s'en sortent encore plus meurtries. En même temps, ne définir l'Empire que selon les termes matériels, officiels et institutionnels, c'est manquer une partie de sa force réelle, cachée. On a eu beau jeu de souligner la faiblesse numérique des groupes impliqués, l'incohérence des administrations et des appareils militaires qui permettent de « tenir » cet ensemble disparate. Devant un tel amateurisme et un réel manque de volonté rationalisatrice, comment ne pas souscrire à la thèse de l'« *absent-mindedness* » ? Et pourtant, dans tous ces moments critiques, c'est le sursaut, la relance, le maintien coûte que coûte des acquis, ou leur extension, qui ont toujours prévalu, malgré les nombreux textes et discours critiques hostiles à l'armée, aux colonies, aux gaspillages bureaucratiques et militaires qu'autorise la liberté d'expression britannique. Comme aujourd'hui encore aux Etats-Unis, le thème d'une nation prédestinée, ce miracle improbable et comme par inadvertance (mais explicable historiquement on l'a vu) d'une réussite économique, politique et impériale de longue durée, par-delà crises et guerres, est le meilleur antidote aux doutes, aux critiques ou aux abandons puisqu'il donne sens à l'histoire. Y renoncer ferait perdre ce sens, donc leur raison d'être à tous ceux qui partagent cette vision providentielle. La crise finale de la société impériale britannique a coïncidé justement avec cette perte de croyance en une mission historique hors du commun, reprise à leur compte par de nouvelles sociétés impériales messianiques, à l'est (Russie soviétique) et à l'ouest (Etats-Unis de la guerre froide), au moment même où tous ses défauts antérieurs avaient été pour l'essentiel corrigés avec l'esquisse du *Welfare State* <sup>52</sup>. Preuve finale que toute rupture d'équilibre dans le lien intime entre configurations internes et externes d'une société impériale en change définitivement la nature.

52. Ce processus de perte de croyance est décrit par John Darwin, *The Empire Project*, op.cit., chapitres 13 et 14.



